

Convention collective départementale

IDCC : 829. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
ET INDUSTRIES CONNEXES DE VAUCLUSE**
(20 janvier 1976)

(Etendue par arrêté du 5 juin 1981,
Journal officiel du 13 juin 1981)

AVENANT N° 56 DU 4 JUILLET 2007
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 58 SUR LA PRÉVOYANCE
NOR : ASET0750827M
IDCC : 829

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de Vaucluse,

D'une part, et

FO ;

La CFE-CGC ;

La CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu d'apporter les modifications suivantes, à la convention collective des industries métallurgiques et industries connexes du département de Vaucluse du 1^{er} janvier 1976 modifiée, désignée ci-après par l'expression « la convention collective ».

Article 1^{er}

Il est ajouté après l'article 58 de la convention collective un article 58.1 ainsi rédigé :

Article 58.1

Prévoyance

A compter du 1^{er} janvier 2008, l'employeur mettra en place, en faveur des mensuels ayant plus de 1 an d'ancienneté qui ne bénéficient pas de la cotisa-

tion prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, un régime de prévoyance comportant prioritairement une garantie décès.

Cette garantie décès pourra inclure le versement d'un capital, en cas de décès ou, en anticipation, en cas d'invalidité 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge.

L'employeur consacrera à ce régime, pour chaque salarié visé au premier alinéa ci-dessus, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année complète de travail, à 0,30 % du montant du TGA du mensuel classé au coefficient 180. Cette cotisation sera calculée sur la base du TGA en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle sera réduite, *pro rata temporis*, pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'imputera sur toute cotisation affectée par l'employeur à un régime de prévoyance quel qu'il soit, y compris un régime couvrant les frais de soins de santé, existant dans l'entreprise.

Le présent article pourra faire l'objet d'une dénonciation unilatérale par chaque signataire, indépendamment des autres dispositions de la présente convention collective.

La dénonciation sera notifiée, par son auteur, à tous les signataires par lettre recommandée avec accusé de réception et fera l'objet des dépôts prévus par l'article L. 132-10 du code du travail dès que la notification en aura été faite au dernier signataire par la réception, par celui-ci, de la lettre recommandée.

La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un préavis de 3 mois et une nouvelle négociation devra s'engager à la demande de l'une des parties intéressées.

Lorsque la dénonciation sera le fait d'une partie seulement des signataires, employeurs ou salariés, elle ne fera pas obstacle au maintien en vigueur des dispositions du présent article.

Lorsque la dénonciation sera le fait de la totalité des signataires employeurs ou de la totalité des signataires salariés, le présent article cessera de plein droit de produire ses effets à l'expiration du préavis.

A l'expiration de ce délai, les salariés ne conserveront pas les avantages individuels résultant de l'application des dispositions du présent article.

Article 2

Le présent accord, établi en vertu des articles L.132-1 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 132-2-2-IV du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

(Suivent les signatures.)